

Séance publique du jeudi 17 décembre 2015

Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

Absents :

Taxe de séjour - Composantes et modalités de recouvrement Remplace au 1er janvier 2016 la Délibération n° 2014/586 du 30/12/2014

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Pour accueillir au mieux ses nombreux visiteurs et afin qu'ils participent au financement et à l'entretien des équipements mis à leur disposition, la Ville de Montpellier a institué la taxe de séjour en 1989. La taxe de séjour au réel s'applique aujourd'hui dans les hôtels, les résidences hôtelières ou de tourisme, les meublés de tourisme et les chambres d'hôte.

La loi de finances n° 2014-1654 pour 2015 dans son article 67 a réformé la réglementation de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2015, ce qui a conduit le Conseil Municipal à adopter, par délibération du 30 décembre 2014, les nouvelles règles applicables en la matière.

Néanmoins, l'ensemble des modalités de mise en œuvre de la réforme n'étaient pas précisées dans la loi de finances pour 2015 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment pour ce qui concerne sa partie réglementaire.

Le Décret en Conseil d'Etat n° 2015-970 du 31 juillet 2015 publié au Journal Officiel du 5 août 2015 ayant bouclé le dispositif de la réforme, notamment pour ce qui concerne les « plateformes de réservation en ligne », il convient aujourd'hui de proposer au Conseil Municipal, sans pour autant changer les dispositions prévues par la DCM n° 2014/586 du 30 décembre 2014, de préciser les conditions de mise en œuvre de la taxe de séjour au réel qui s'appliqueront à Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2016, en vertu des articles L. 2333-26 à L. 2333-39 et R. 2333-43 à R. 2333-54 du CGCT, et de fixer le seuil du loyer en dessous duquel l'exonération de l'article L. 2333-31 4° s'appliquera à Montpellier.

I/ Redevables, tarifs et conditions d'exonération de la taxe de séjour

• Redevables

En application de l'article L. 2333-29, la taxe de séjour est établie sur les personnes qui ne sont pas domiciliées dans la commune et qui n'y possèdent pas de résidence à raison de laquelle elles sont redevables de la taxe d'habitation.

Ainsi à **Montpellier**, pour une **période de perception** allant du **1^{er} janvier au 31 décembre**, les personnes y séjournant dans les différents types et catégories d'hébergement fixés à l'article L. 2333-30 sont assujetties à la **taxe de séjour au réel**.

• Tarifs

Le tarif de la taxe de séjour est fixé avant le début de la période de perception, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour. Il est arrêté par délibération du Conseil Municipal, conformément au barème fixé par l'article L. 2333-30 (limites plancher/plafond par catégorie, revalorisées chaque année en fonction du taux prévisionnel d'évolution de l'indice des prix à la consommation des ménages hors tabac).

A compter du **1^{er} janvier 2016**, les tarifs de la taxe de séjour au réel sont arrêtés comme suit à **Montpellier**.
Le tableau ci-dessous tient compte des 10% de taxe départementale additionnelle à la taxe de séjour, instituée par le Conseil Général par délibération du 26 février 1990 :

Catégories d'hébergement	Taxe communale	Taxe additionnelle départementale 10%	Taxe totale par nuitée et par personne
Palaces et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	2,00 €	0,20 €	2,20 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,64 €	0,16 €	1,80 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	1,27 €	0,13 €	1,40 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,91 €	0,09 €	1,00 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,77 €	0,08 €	0,85 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, emplacements des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 h et tous les autres établissements présentant des caractéristiques de classement touristique équivalentes	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Hôtels et Résid ^{ces} de tourisme, villages de vacances en attente de classement ou sans classement	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Meublés tourisme et hébergement assimilés en attente de classement ou sans classement	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Terrains de camping et de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes	0,32 €	0,03 €	0,35 €
Terrains de camping et de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,18 €	0,02 €	0,20 €

Il est à noter que les **tarifs restent inchangés** par rapport aux années précédentes.

Seules les **chambres d'hôte** qui ont reçu dans le dispositif réformé une qualification unique les assimilant aux hôtels de tourisme 1 étoile voient leur tarif unifié à **0,70 €** par nuitée (entre 0,35 et 1,40 € actuellement).

• Exonérations

Les exonérations de la taxe de séjour au réel pouvant s'appliquer dans l'ensemble des types et catégories d'hébergement sont définies à l'article L. 2333-31 et sont les suivantes :

Sont exemptées de la taxe de séjour :

- 1° Les personnes mineures
- 2° Les titulaires d'un contrat de travail saisonniers employés dans la commune
- 3° Les personnes bénéficiant d'un hébergement d'urgence ou d'un relogement temporaire
- 4° Les personnes qui occupent des locaux dont le loyer est inférieur à un montant que le conseil municipal détermine.

Pour le **4° du présent article**, il est proposé au Conseil Municipal de fixer ce montant à **10 €** la nuitée.

II/ Perception, recouvrement, contrôle, sanctions et contentieux de la taxe de séjour :

• Perception

En application de l'article L. 2333-33, la taxe de séjour au réel est perçue sur les assujettis définis à l'art. L. 2333-29, pour le compte de commune bénéficiaire de la taxe, directement par les logeurs, hôteliers, propriétaires et autres intermédiaires lorsque ces personnes reçoivent le montant des loyers qui leur sont dus, avant le départ des assujettis, alors même que, du consentement du logeur, hôtelier, propriétaire ou principal locataire, le paiement du loyer est différé.

• Modalités de perception, de reversement et de recouvrement de la taxe de séjour au réel

L'article L. 2333-34 I prévoit que les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 versent, aux dates fixées par délibération du conseil municipal, sous leur responsabilité, le montant de la taxe calculé en application des articles L. 2333-29 à L. 2333-31.

A Montpellier, la taxe est perçue toute l'année, du 1^{er} janvier au 31 décembre, quelle que soit la durée du séjour, pour être **reversée trimestriellement** au comptable public, aux dates fixées comme suit par le Conseil Municipal :

- 1^{er} trimestre : 15 avril de l'année en cours
- 2^{ème} trimestre : 15 juillet de l'année en cours
- 3^{ème} trimestre : 15 octobre de l'année en cours
- 4^{ème} trimestre : 15 janvier de l'année suivante

Service assuré par voie électronique, collecte et formalités correspondantes :

En application de l'article L. 2333-34 – II, les professionnels assurant par voie électronique un service de réservation, location ou mise en relation en vue de la location d'hébergements, pour le compte des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33, peuvent sous réserve d'avoir été habilités par eux à cet effet, être préposés à la collecte de la taxe, à l'exécution des formalités déclaratives correspondantes. Ils versent une fois par an au comptable assignataire de la Commune le montant de la taxe collectée .

Le Décret n° 2015-970 précise que les modalités de perception et obligations prévues aux articles R. 2333-50 à 53 du CGCT sont étendues aux professionnels du II ci-dessus. Il précise notamment la date limite de reversement : avant le 1^{er} février de l'année suivante (Article R. 2333-52)

• Formalités déclaratives, liquidation et reversement de la taxe collectée

L'article L. 2333-35 précise qu'en cas de départ furtif d'un assujetti, la responsabilité des logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ne peut être dégagée que s'ils ont avisé le Maire sous huit jours et déposé entre ses mains une demande d'exonération adressée au juge du Tribunal d'Instance. Les professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 peuvent présenter une demande en

exonération dans les mêmes conditions de forme dans les deux mois suivant le facturation du séjour, lorsqu'ils justifient n'avoir pu obtenir le paiement de la taxe par l'assujetti.

Le Maire transmet cette demande dans les 24 heures au juge du Tribunal d'Instance qui statue sans frais.

A défaut de signalement dans les conditions prévues, la taxe est due par les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33.

En vertu de l'article L. 2333-36, le montant des cotisations acquittées est contrôlé par la Commune. Le Maire et les agents commissionnés par lui peuvent procéder à la vérification des déclarations produites et demander la communication des pièces comptables s'y rapportant.

L'article L. 2333-37 prévoit que les réclamations sont instruites par les services de la Commune bénéficiaire. Tout redevable qui conteste le montant de la taxe qui lui est notifié l'acquitte à titre provisionnel sauf à en obtenir le dégrèvement par réponse motivée du Maire statuant sur sa réclamation dans un délai de trente jours.

A Montpellier, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 doivent établir, au cours de la période de perception, un état justificatif chronologique faisant apparaître impérativement, pour chaque hébergement loué, son adresse et :

- le nombre de personnes ayant logé,
- le nombre de nuitées constatées,
- le cas échéant, le nombre de nuitées exonérées et le motif d'exonération,
- le nombre de nuitées taxées,
- le montant de la taxe perçue.

(Ne doit figurer sur cet état aucun élément relatif à l'état civil des personnes hébergées).

Ils remettent, aux dates de versement fixées aux 15 avril, 15 juillet, 15 septembre et 15 janvier, ces états justificatifs de perception de la taxe de séjour aux services de la Ville.

A réception, le montant des cotisations à acquitter est vérifié par les services de la Ville qui liquident la recette pour le montant total encaissé pendant la période de perception.

A réception de l'état de somme à payer, les logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 reversent le montant de la taxe de séjour, sous leur responsabilité, au comptable public assignataire de la Commune (attention : aucun rappel du comptable public n'est prévu).

Pour ce qui concerne les professionnels de l'article L. 2333-34-II préposés à la collecte de la taxe et à l'exécution des formalités déclaratives correspondantes, l'état justificatif adressé à la commune bénéficiaire peut, par dérogation sur agrément accordé par arrêté du Ministre chargé du budget (non publié à ce jour), ne pas indiquer l'adresse du logement. Il comporte le montant total de la taxe perçue et vaut déclaration (article R.2333-51 alinéa 2). Ces professionnels versent le produit total de la taxe perçue au cours de l'année civile au comptable public compétent avant le 1^{er} février de l'année suivante (Article R. 2333-52).

Les conditions d'application des articles L. 2333-34 II et L. 2333-37 sont définies à l'article R. 2333-47.

• **Contrôle et contentieux**

•

La taxation d'office

L'article L. 2333-38 prévoit qu'en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée, le Maire adresse aux logeurs, hôteliers, propriétaires ou intermédiaires mentionnés à l'article L. 2333-33 ainsi qu'aux professionnels mentionnés au II de l'art. L. 2333-34 une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, pour régularisation dans un délai de trente jours.

Faute de régularisation dans ce délai, un avis de taxation d'office motivé est communiqué au déclarant défaillant, au moins trente jours avant la mise en recouvrement de l'imposition.

Tout retard de versement donne lieu à l'application d'un intérêt égal à 0,75% par mois de retard.

Les conditions d'application de la taxation d'office sont définies par l'article R. 2333-48

Le contentieux

Les contentieux relatifs à la taxe de séjour sont présentés et jugés comme en matière de droits d'enregistrement, de taxe sur la publicité foncière, de droit de timbre, de contributions indirectes et de taxes assimilées à ces droits ou contributions.

L'article R. 2333-54 du CGCT énonce et qualifie chaque manquement à l'une des obligations prévues du 1° au 4° de l'article comme infraction distincte punie des peines d'amendes prévues pour les contraventions de la quatrième classe.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'ensemble des conditions de mise en œuvre de la taxe de séjour à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- fixer à 10 € le seuil du loyer en dessous duquell'exonération de l'article L. 2333-31 4° s'appliquera ;
- substituer cette délibération à toutes les précédentes ;
- autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 18/12/2015